

Allocution prononcée par  
**M. DWIGHT D. EISENHOWER**

*Président des États-Unis d'Amérique,  
à la 470<sup>e</sup> séance plénière de  
l'Assemblée générale des Nations Unies,*

**le mardi 8 décembre 1953**

Au début de 1950, le Président Truman déclara que les États-Unis envisageaient de mettre au point une bombe à hydrogène. Le 16 avril 1952, il fut annoncé que les États-Unis procédaient déjà à la fabrication d'une telle bombe. Le 1<sup>er</sup> novembre de cette année, la première bombe H explosait sur l'île Eniwetok, dans le Pacifique Sud.

Par rapport à cette nouvelle arme, les anciennes bombes atomiques qui avaient détruit Hiroshima et Nagasaki n'étaient que des jouets. Les essais de divers engins à hydrogène se poursuivirent tout au long de 1953 et l'on craignit que les retombées provoquées par ces expériences ne contaminent l'atmosphère, même si les explosions elles-mêmes ne déclenchaient pas une « réaction en chaîne » qui détruirait l'ensemble de la planète.

C'est dans ce climat de terreur croissante que le Président Eisenhower intervint aux Nations Unies le 8 décembre 1953, prononçant le discours reproduit ci-après, qui exposait les solutions qui s'offraient aux peuples de la planète face à cette nouvelle force redoutable.



**Madame la Présidente, Messieurs les représentants,** Quand M. Hammarskjöld, votre Secrétaire général, m'a invité à prendre la parole devant vous, je me trouvais aux Bermudes, où je venais d'entamer une série d'entretiens avec les Premiers Ministres et les Ministres des affaires étrangères du Royaume-Uni et de la France, au sujet de quelques-uns des problèmes qui assiegent aujourd'hui le monde. Pendant tout le reste de la Conférence, je n'ai cessé de songer qu'un grand honneur m'attendait. Cet honneur est aujourd'hui le mien : me voici à cette tribune, et j'ai le privilège de m'adresser à l'Assemblée générale des Nations Unies.

À la fierté que me cause cette distinction vient s'ajouter, quand je considère votre Assemblée, un sentiment de réconfort. Car jamais l'histoire n'a vu une autre organisation susciter à elle seule autant d'espoirs pour tant d'êtres. Vos délibérations, au cours de ces sombres années, et les décisions que vous avez prises ont déjà exaucé certains de ces espoirs.

Mais les grandes épreuves et les grands succès sont encore à venir. Confiant dans ces succès futurs, je voudrais, en m'autorisant des hautes fonctions qui sont actuellement les miennes, vous apporter l'assurance que le Gouvernement des États-Unis continuera d'accorder son ferme appui à votre Organisation. Si nous sommes résolus à le faire, c'est que nous sommes sûrs que d'elle viendront, pour une grande part, la sagesse, le courage et la foi qui peuvent réaliser en ce monde une paix durable entre tous les peuples, le bonheur et la prospérité pour tous les êtres humains.

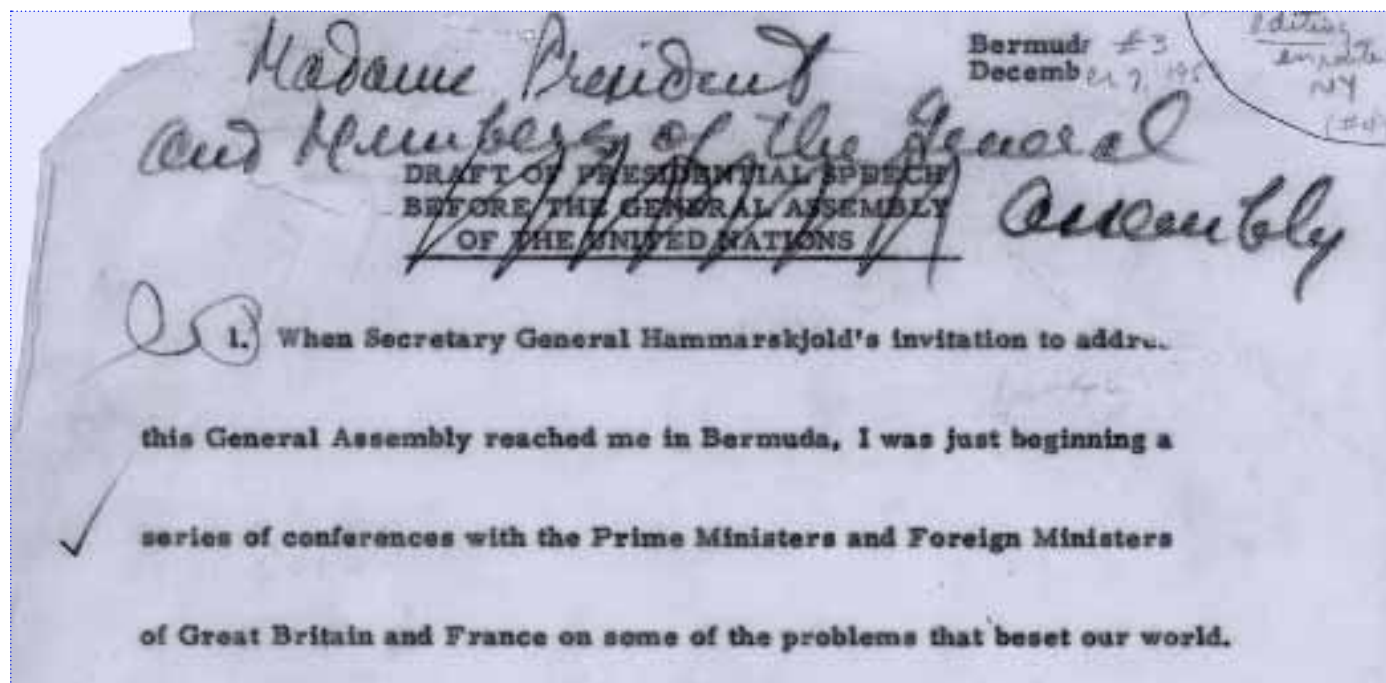
Je sortirais évidemment de mon rôle si je profitais de cette occasion pour vous rapporter les entretiens des Bermudes de façon unilatérale et du point de vue des États-Unis. Je puis du moins vous donner l'assurance que, sous le ciel riant de ces îles,

nous avons cherché à marquer nos délibérations du signe de la paix universelle et de la dignité humaine, ces grands concepts si clairement gravés dans votre Charte. Et je mériterais mal le grand privilège dont je jouis aujourd'hui si je débitais devant vous des platitudes optimistes de quelque espoir qu'elles s'inspirent. Aussi ai-je décidé que, dans ces circonstances, j'étais fondé à vous dire certaines des choses qui, depuis tant de mois, préoccupent et inquiètent ceux qui, sur le plan législatif et sur le plan exécutif, sont associés à mes travaux, tout comme elles me préoccupent et m'inquiètent moi-même, à vous faire part de certaines réflexions qu'à l'origine je comptais communiquer avant tout au peuple des États-Unis.

Je sais que le peuple des États-Unis est convaincu comme moi de cette double vérité : s'il existe un danger quelque part dans le monde, c'est un danger qui nous menace tous ; de même, si une nation a des raisons d'espérer, elle doit faire part de ses espoirs à toutes les nations. Enfin, si l'on doit proposer des mesures destinées à diminuer – si peu que ce soit – la tension dont souffre le monde actuel, est-il assemblée plus digne d'entendre cette proposition que l'Assemblée générale des Nations Unies?

Je suis contraint de vous parler aujourd'hui un langage qui, en un certain sens, est nouveau ; ce langage, moi qui ai passé dans l'armée tant d'années de ma vie, j'aurais préféré ne jamais l'employer. Ce nouveau langage est celui de la guerre atomique.

L'âge atomique a progressé à un tel rythme que chaque citoyen du monde doit avoir une idée, tout au moins par comparaison, de l'étendue de ce progrès, qui revêt pour nous tous la plus grande importance. Il est clair que si les peuples du monde doivent s'employer intelligemment à assurer la paix, ils doivent être au courant des faits essentiels qui marquent l'époque actuelle.



Ces modifications manuscrites apportées au discours « L'atome au service de la paix » ont été faites par l'assistant du Président Eisenhower la veille de la prestation.

Lorsque je parle du danger et de la puissance atomiques, je ne puis évidemment me fonder que sur les données que possèdent les États-Unis, car ce sont les seuls faits que je connaisse indiscutablement. Ai-je besoin cependant de rappeler à cette Assemblée que le progrès dans ce domaine est mondial, et non pas seulement national?

Le 16 juillet 1945, les États-Unis ont fait exploser, à titre d'expérience, la première bombe atomique. Depuis cette journée de 1945, les États-Unis d'Amérique ont réalisé quarante-deux explosions expérimentales. La puissance des bombes atomiques est plus de vingt-cinq fois supérieure à celle des armes dont on disposait au seuil de l'âge atomique, et la puissance des armes à l'hydrogène équivaut à celle de millions de tonnes de tolite.

Aujourd'hui, la réserve d'armes atomiques des États-Unis, réserve qui, bien entendu, augmente chaque jour, a une force explosive plusieurs fois supérieure à la force explosive globale de toutes les bombes lancées par tous les avions, et de tous les obus tirés par tous les canons sur tous les théâtres d'opérations,

---

***« Je suis contraint de vous parler aujourd'hui un langage qui, en un certain sens, est nouveau ; ce langage, moi qui ai passé dans l'armée tant d'années de ma vie, j'aurais préféré ne jamais l'employer. Ce nouveau langage est celui de la guerre atomique. »***

---

pendant toute la durée de la deuxième guerre mondiale. Un groupe aérien, parti de porte-avions ou de la terre ferme, peut aujourd'hui à lui seul déverser sur tout objectif qui est à sa portée une charge destructrice dont la puissance dépasse celle de toutes les bombes jetées sur la Grande-Bretagne pendant la totalité de la deuxième guerre mondiale.

La dimension et la variété des armes atomiques ont évolué de manière non moins remarquable. L'évolution a été telle que ces armes sont pratiquement déjà classiques dans nos armées. En ce qui concerne les États-Unis, l'armée de terre, l'armée de mer, l'armée de l'air et l'infanterie de marine sont toutes en mesure d'employer ces armes à des fins militaires.

Mais nous ne sommes pas les seuls à posséder le terrible secret et les redoutables instruments de la puissance atomique.

En premier lieu, le secret est entre les mains de nos amis et alliés, le Royaume-Uni et le Canada, dont le génie scientifique a contribué prodigieusement à nos premières découvertes et aux plans des bombes atomiques.

Le secret est connu aussi de l'Union soviétique. L'Union soviétique nous a fait savoir qu'au cours des dernières années,

elle a consacré aux armes atomiques d'abondantes ressources. Pendant cette période, l'Union soviétique a fait exploser une série d'engins atomiques, dont un au moins comportait des réactions thermonucléaires.

S'il fut un temps où les États-Unis possédaient ce que l'on aurait pu appeler le monopole de l'énergie atomique, il y a plusieurs années que ce monopole a cessé d'exister. C'est pourquoi, bien que l'avance que nous avons nous ait permis d'accumuler ce qui constitue aujourd'hui un grand avantage quantitatif, les réalités actuelles du progrès atomique nous obligent à deux constatations, d'une portée plus grande encore. La première, c'est que les connaissances que possèdent maintenant plusieurs nations, d'autres, et peut-être toutes, y auront ultérieurement part.

La deuxième, c'est que, même si elle est considérable, la supériorité numérique des armes, et la possibilité, qui en découle, de représailles dévastatrices, ne peut nullement par elle-même prévenir les effroyables dégâts matériels et les effroyables pertes de vies humaines qu'infligerait une agression imprévue.

Conscient de ces deux faits, au moins d'une façon vague, le monde libre s'est naturellement lancé dans l'exécution d'un vaste programme de systèmes d'alerte et de défense. L'exécution de ce programme sera accélérée et amplifiée. Mais que l'on n'aille pas se figurer qu'il suffise de consacrer d'énormes sommes à la fabrication d'armes défensives et à la création de systèmes de défense pour garantir d'une manière absolue la sécurité des villes et des citoyens d'une nation, quelle qu'elle soit. L'atroce rigueur mathématique de la bombe atomique ne permet pas une solution aussi facile. Même s'il avait affaire au plus puissant système de défense, l'agresseur qui posséderait le minimum de bombes atomiques qui suffit à une attaque par surprise pourrait probablement atteindre les objectifs qu'il aurait choisis d'assez de bombes pour causer des destructions effroyables.

Si les États-Unis étaient l'objet d'une attaque atomique, notre réaction serait prompte et énergique. Mais si j'affirmais que les possibilités de défense des États-Unis sont telles que ce pays pourrait infliger à l'agresseur des pertes terribles, si j'affirmais que la capacité de représailles des États-Unis est telle que le territoire de l'agresseur ne serait plus que décombres, j'exprimerais peut-être un fait réel, mais je ne traduirais pas fidèlement les intentions et les espoirs des États-Unis.

S'arrêter là serait confirmer le caractère désespéré d'une situation où deux colosses atomiques sont réduits pour toujours à se mesurer d'un regard malveillant de part et d'autre d'un monde tremblant de peur. Ce serait accepter sans espoir la possibilité de voir la civilisation détruite, de voir anéanti l'irremplaçable héritage humain que chaque génération s'est transmis jusqu'à nous, et de voir le genre humain voué à recommencer tout au bas de la pente l'ascension séculaire : de la sauvagerie à la correction, au droit et à la justice. Nul être humain ne pourrait, s'il n'est insensé, découvrir dans un tel désastre une victoire quelconque. Qui voudrait voir son nom attaché dans l'histoire à une telle dégradation de l'humanité, à une telle destruction de

son patrimoine? Il arrive qu'une page de l'histoire nous ait gardé l'image d'un des « grands destructeurs », mais l'ensemble du livre nous montre que l'humanité a toujours eu soif de paix et qu'elle a reçu de Dieu le don de construire.

C'est dans tout le livre de l'histoire, et non dans quelques pages isolées, que les États-Unis voudront toujours se retrouver. Mon pays veut construire, non pas détruire. Il cherche l'entente parmi les nations, et non la guerre. Il veut vivre libre, et sûr en même temps que le peuple de tous les autres pays jouit autant que lui du droit de choisir son propre mode de vie.

Aussi mon pays cherche-t-il à nous aider à sortir des ténèbres qui nous oppressent, à trouver la voie par laquelle l'esprit humain, l'espoir, l'âme de tous les hommes pourra cheminer vers la paix, le bonheur et le bien-être.

Je sais que, dans cette recherche, nous devons nous garder de l'impatience. Je sais que dans un monde divisé, comme l'est le monde actuel, le salut ne peut résulter d'un coup de théâtre. Je sais qu'il faudra prendre de nombreuses mesures, durant bien des mois, avant que le monde puisse un beau jour faire le point et constater qu'il existe véritablement un nouveau climat de confiance mutuelle et pacifique. Mais je sais, par-dessus tout, qu'il faut que nous commençons à prendre ces mesures, et ce dès aujourd'hui.

Les États-Unis et leurs alliés, le Royaume-Uni et la France, ont essayé au cours des derniers mois de prendre quelques-unes de ces mesures. Personne ne peut dire que nous fuyions le tapis vert des conférences. On sait que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont depuis longtemps demandé à négocier avec l'Union soviétique au sujet des problèmes que pose une Allemagne divisée. On sait que ces trois mêmes États ont depuis longtemps demandé à négocier un traité de paix avec l'Autriche. On sait aussi que les Nations Unies désirent depuis longtemps négocier au sujet des problèmes que pose la Corée.

Tout récemment, nous avons reçu de l'Union soviétique une communication d'où il ressort qu'elle est disposée à participer à une conférence à quatre. Nous avons été heureux, comme nos alliés, le Royaume-Uni et la France, de constater que dans cette note ne figuraient pas les inacceptables conditions préliminaires posées jusque-là par l'Union soviétique. Comme vous le savez déjà par notre communiqué commun des Bermudes, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont décidé de se réunir sous peu avec l'Union soviétique.

Le Gouvernement des États-Unis envisage cette conférence avec un espoir sincère. Nos pensées n'auront qu'un but : faire que cette conférence donne des résultats tangibles, utiles à la paix ; c'est le seul vrai moyen de diminuer la tension internationale.

Nous n'avons jamais proposé ni suggéré que l'Union soviétique renoncât à ce qui lui appartient légitimement, et nous ne le ferons jamais. On ne nous fera jamais dire que les peuples de l'URSS sont un ennemi auquel nous n'aurions aucun désir de jamais

avoir affaire ou avec qui nous refuserions d'avoir des relations amicales et fructueuses.

---

***« Qui peut douter que, si tous les savants et techniciens du monde disposaient de matériaux fissiles en assez grandes quantités pour vérifier leurs hypothèses et développer leurs idées, cette possibilité d'utilisation universelle, efficace et économique ne se transformât rapidement en une réalité ? »***

---

Au contraire, nous espérons que cette prochaine conférence pourra marquer le début d'une ère nouvelle dans nos relations avec l'Union soviétique et qu'il s'établira en fin de compte, entre les peuples de l'Est et ceux de l'Ouest, un régime de libres contacts, seul moyen humain et sûr de développer la compréhension nécessaire à l'instauration de relations confiantes et pacifiques.

Nous voulons voir dissipée l'atmosphère de méfiance qui règne actuellement en Allemagne orientale, en Autriche occupée et dans les pays d'Europe orientale, nous voulons voir les nations d'Europe vivre libres, dans une concorde familiale, sans que nulle d'entre elles soit une menace pour une autre, et encore moins pour les peuples de l'URSS. Nous voulons que les peuples d'Asie, au-delà des troubles, des luttes et des tourments, trouvent dans la paix l'occasion de développer leurs ressources naturelles et d'améliorer leur sort.

Ce ne sont pas là des paroles oiseuses, des rêveries creuses. Nous pouvons nous appuyer sur l'exemple de nations qui sont récemment parvenues à l'indépendance, non par la guerre, mais parce qu'on la leur a volontairement accordée, ou à la suite de négociations pacifiques. L'histoire sait déjà que les nations occidentales ont sans hésiter prêté assistance aux peuples dans le besoin et à ceux qui souffraient passagèrement des effets de la famine, de la sécheresse ou d'autres calamités. Voilà des actes de paix. Ils parlent plus haut que les promesses ou les protestations d'intentions pacifiques.

Mais je ne veux pas m'attarder à réitérer des propositions passées ou à rappeler des actes accomplis. L'heure est si grave qu'il faut ne refuser de s'engager sur aucun chemin, si peu marqué qu'il soit, qui pourrait conduire à la paix.

Il existe au moins un chemin que l'on n'a guère tenté, un chemin que vient de frayer l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans la résolution qu'elle a adoptée le 28 novembre 1953 [résolution 715 (VIII)], l'Assemblée générale a proposé « que la Commission du désarmement étudie l'opportunité de créer un comité composé des représentants des Puissances principalement intéressées, qui serait chargé de rechercher, en privé, une

59-A. I therefore make the following proposal:

60. The Governments principally involved, to the ~~fullest~~ extent permitted by elementary prudence, ~~could~~ <sup>to</sup> begin now and continue to make joint contributions from ~~all~~ <sup>their normal uranium and</sup> stockpiles of fissionable materials ~~and~~ <sup>Agency</sup> technical ~~staffs~~, to an International Atomic Energy ~~Authority~~ <sup>Agency</sup>. We would ~~hope~~ <sup>expect</sup> that such an ~~authority~~ <sup>agency would</sup> be set up under the aegis of the United Nations.

Ces changements manuscrits tendent notamment à modifier le nom de l'organisation internationale proposée d'« autorité » en « agence ». L'AIEA – Agence internationale de l'énergie atomique – voyait le jour quatre ans plus tard.

solution acceptable ... et rendre compte à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité avant le 1<sup>er</sup> septembre 1954. »

Les États-Unis répondent à cette proposition de l'Assemblée générale des Nations Unies en se déclarant immédiatement prêts à avoir des entretiens privés avec ceux des autres pays qui peuvent être « principalement intéressés » et à rechercher « une solution acceptable » à la course aux armements atomiques qui menace non seulement la paix du monde, mais sa vie même.

Nous viendrons à ces entretiens, privés ou diplomatiques, avec une conception nouvelle. Les États-Unis rechercheraient plus que la réduction ou l'élimination des matériaux atomiques utilisables à des fins militaires. Il ne suffit pas de retirer cette arme des mains des hommes de guerre. Il faut la mettre dans les mains de ceux qui sauront la dépouiller de son appareil militaire et l'adapter aux arts de la paix.

Les États-Unis savent que, s'il est possible de renverser la marche effrayante de la course aux armements atomiques, la plus grande des forces de destruction peut se changer en un grand bienfait pour l'humanité tout entière. Les États-Unis savent que l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques n'est pas un rêve de l'avenir. Cette possibilité, déjà démontrée, est là, devant nous, immédiatement. Qui peut douter que, si tous les savants et techniciens du monde disposaient de matériaux fissiles en assez grandes quantités pour vérifier leurs hypothèses et développer leurs idées, cette possibilité d'utilisation universelle efficace et économique ne se transformât rapidement en une réalité?

Pour hâter le jour où la peur de l'atome commencera à disparaître de l'esprit des peuples et des gouvernements de l'Est et de l'Ouest, il est un certain nombre de mesures qui peuvent être prises dès aujourd'hui.

Je fais donc les propositions suivantes.

Les gouvernements principalement intéressés, dans la mesure que permet une prudence élémentaire, devraient commencer dès aujourd'hui et continuer, en prélevant sur leurs réserves d'uranium naturel et de matériaux fissiles, à apporter une contribution commune à un office international de l'énergie atomique. Il nous paraît normal que cette organisation se constitue sous l'égide des Nations Unies. L'importance des contributions respectives, la méthode à suivre et les autres détails rentreraient dans le cadre des « entretiens privés » que j'ai déjà mentionnés.

Les États-Unis sont prêts à entreprendre ces pourparlers en toute bonne foi. Tout partenaire animé de la même bonne foi trouvera dans notre pays un associé non dépourvu de modération ou de générosité.

Il est certain que les contributions de début seraient d'un petit volume. Cependant, la proposition a le grand mérite de pouvoir être mise en œuvre sans susciter les froissements et les soupçons réciproques que provoque inévitablement toute tentative d'organisation d'un système complètement acceptable d'inspection et de contrôle à l'échelle du monde.

L'office de l'énergie atomique pourrait avoir pour tâche de prendre en charge, d'emmagasiner et de conserver les matières fissiles et autres apportées en contribution. L'habileté technique de nos savants permettrait de protéger cette banque des matières fissiles de telle manière qu'il soit pratiquement impossible de faire par surprise main basse sur ces produits.

La plus importante tâche de l'office de l'énergie atomique serait de concevoir des méthodes pour répartir ces matières fissiles de façon qu'elles servent à la réalisation des buts pacifiques que se

propose l'humanité. Des experts seraient appelés à assurer l'application de l'énergie atomique aux besoins de l'agriculture, de la médecine ou d'autres arts de la paix. L'office attacherait une importance particulière à la fourniture d'une abondante énergie électrique aux régions du monde qui en sont dépourvues.

De cette façon, les Puissances contributaires consacraient une partie de leurs forces à satisfaire les besoins de l'humanité au lieu de susciter ses craintes.

Les États-Unis seraient plus que disposés – ils en seraient fiers – à entreprendre avec d'autres Puissances « principalement intéressées » l'élaboration de programmes qui permettraient de hâter cette utilisation pacifique de l'énergie atomique.

Il va sans dire que l'Union soviétique doit figurer au nombre de ces Puissances « principalement intéressées ».

Je serais prêt à soumettre au Congrès des États-Unis, et tout me porte à croire qu'il l'approuverait, tout programme de ce genre qui, premièrement, encouragerait dans le monde entier des recherches en vue de découvrir les modes les plus efficaces d'utilisation pacifique des matières fissiles, et s'assurerait que les chercheurs disposent bien de tous les produits dont ils auront besoin pour toutes les expériences auxquelles ils auront à procéder à cette fin ; deuxièmement, commencerait à réduire la force destructive que recèlent en puissance les réserves atomiques du monde ; troisièmement, permettrait aux peuples de tous les pays de se rendre compte que, en notre siècle de lumières, les grandes Puissances

de la terre, qu'elles soient de l'Est ou de l'Ouest, s'intéressent davantage aux aspirations de l'humanité qu'à la constitution d'armements guerriers ; quatrième, ouvrirait une voie nouvelle à la discussion pacifique et inaugurerait au moins une nouvelle façon d'aborder les problèmes nombreux et difficiles qu'il faudra résoudre dans des entretiens tant privés que publics si l'on veut que le monde secoue l'inertie que lui a imposée la crainte et qu'il progresse de façon positive vers la paix.

Sur le fond de ténèbres que crée la bombe atomique, les États-Unis ne désirent pas seulement mettre en lumière leur force ; ils veulent aussi faire ressortir leur désir et leur espoir de paix. Les mois qui viennent sont lourds de décisions fatidiques. Puissent ces décisions, qu'elles soient prises dans cette Assemblée, dans les capitales et dans les états-majors du monde, dans le cœur des hommes, en tous lieux, qu'ils soient dirigeants ou simples citoyens, être celles qui feront sortir le monde de l'empire de la peur et le mèneront vers la paix.

Pour contribuer à ces décisions fatidiques, les États-Unis s'engagent devant vous – et par conséquent devant le monde – à participer avec détermination à la solution du terrible dilemme atomique, et à se consacrer corps et âme à la recherche du moyen grâce auquel le génie inventif miraculeux de l'homme ne sera pas l'instrument de sa mort, mais le bienfaisant auxiliaire de sa vie.

Je remercie encore une fois les représentants du grand honneur qu'ils m'ont fait en m'invitant à prendre la parole devant eux et en m'écoutant avec l'attention la plus bienveillante.

Pendant quelques secondes, l'assemblée demeura immobile et silencieuse. Ensuite, les 3500 délégués se laissèrent aller à l'une des plus grandes manifestations d'enthousiasme qu'ait jamais connues l'Organisation des Nations Unies.

Des tonnerres d'applaudissements se succédèrent dans la salle, et même la délégation soviétique se joignit au tumulte. Depuis son siège, le Président Eisenhower reçut l'ovation avec étonnement, le regard rempli d'émotion. Spontanément, la presse baptisa cette allocution « L'atome au service de la paix ».

